

Mesdames, Messieurs,

Je souhaiterais tout d'abord remercier le comité organisateur du cycle de conférences et, plus particulièrement, le pro-recteur Arthur Bodson de m'avoir invitée à évoquer ce soir devant vous l'histoire de Liège durant cette période à la fois courte et passionnante qu'est l'entre-deux-guerres.

En 1918, Liège sort meurtrie de la Grande Guerre qui l'a frappée tant moralement que matériellement. Le 11 novembre, le drapeau national flotte à nouveau sur l'Hôtel de Ville. Dans les rues, on chante la Brabançonne mais aussi la Marseillaise, les maisons sont pavoisées aux couleurs belges et alliées. Le 23 novembre, les derniers convois militaires allemands quittent la ville. C'est de nouveau le drapeau belge qui flotte sur le Palais des princes-évêques, transformé en *Kommandantur* depuis 1914, et le vieux gouverneur Delvaux de Fenffe peut saluer depuis le balcon. Le 29 novembre, le Roi et la Reine sont en Cité ardente. Au milieu de la liesse générale, il faut toutefois constater et déplorer certaines scènes de vengeance contre ceux qui ont profité du conflit pour faire des affaires ou contre celles qui se sont un peu trop rapprochées de l'occupant.

Quant au bilan matériel, il est lourd pour l'ensemble de la province : 1.202 civils fusillés, 3.127 immeubles incendiés. La population liégeoise a diminué, passant de 173.800 habitants en 1914 à 163.300 en 1920, soit une perte de 10.500 habitants. La courbe repartira légèrement à la hausse jusqu'en 1930 avant de décroître durant la décennie suivante. L'économie a été également très touchée pendant les derniers mois de la Première Guerre. Un arrêté allemand de février 1917 avait en effet interdit aux entreprises de continuer leurs activités sans autorisation de l'occupant, puis des organismes spéciaux allemands avaient entrepris le démontage, le pillage ou la destruction des installations et du matériel. A Cockerill, dont les usines ont été occupées dès août 1914, 5 des 7 hauts-fourneaux ont été rasés ou démolis, 10 laminoirs sur 11 sont détruits. A la fin de la guerre, les Allemands s'y sont livrés à des saccages et à des destructions. Il en fut de même à Ougrée-Marihaye ou aux usines liégeoises d'Athus-Grivegnée.

Il importe désormais de relancer l'économie de la Ville et de sa région, alors même qu'une partie non négligeable des échanges commerciaux d'avant-guerre se réalisait avec l'Allemagne. Depuis quatre ans, Liège a été privée de ses débouchés, beaucoup de ses usines ont souffert et la situation en Russie a privé les investisseurs de leurs biens. Certaines firmes, propriété d'Allemands, sont mises sous séquestre, à commencer par la Fabrique nationale d'armes de guerre, qui est ensuite rachetée par un groupe de banques belges, dont la Société Générale. La reconstruction de l'appareil industriel ne s'accompagne pas d'une rationalisation réelle du

secteur sidérurgique et c'est la concurrence qui continue à dicter ses lois, avec les conséquences que l'on constatera plus tard, après la Seconde Guerre. Le secteur charbonnier, moins touché, est toutefois vieilli. Son gisement en voie d'épuisement n'attire plus les travailleurs. Mais grâce à des regroupements et à des innovations techniques, le déclin, bien qu'avéré, est temporairement masqué. Néanmoins, dans l'entre-deux-guerres, l'industrie recule sur le territoire même de la Ville : il reste quelques charbonnages mais le textile a presque disparu et l'industrie métallurgique a tendance à se déplacer en amont et en aval.

Mais, au-delà des réalités matérielles, la guerre a laissé des séquelles psychologiques importantes et le souvenir des événements tragiques va être pieusement entretenu en Cité ardente. Dès le 30 décembre 1918, la Ville décide de rebaptiser un certain nombre de lieux. C'est alors qu'apparaissent la place Foch, la rue Clemenceau, le quai de Grande-Bretagne (auj Churchill), celui des Etats-Unis (auj. Roosevelt), la place général Lemane ou celle de l'Yser. L'avenue d'Allemagne devient avenue Reine Elisabeth, aux Vennes. La Place de la Cathédrale devient place du Roi Albert mais ce nom ne s'imposera pas, d'autant qu'en 1939, une esplanade sera dédiée au souverain à l'entrée du Canal Albert. Quant à la place de l'Université, elle devient Place du Vingt Août pour commémorer les massacres qui s'y sont déroulés. Dans les années qui suivent, les inaugurations de monuments se multiplient (à Loncin, à Rabosée, au Sart-Tilman à Robermont), à tel point que la presse elle-même se lasse de relater les manifestations. Mais, le grand monument hommage à la défense de Liège ne verra jamais le jour : le projet pharaonique de Joseph Remouchamps et de l'architecte Jaspar – un beffroi de 90 m sur l'espace Tivoli – est trop cher pour les finances locales. On n'y renoncera toutefois qu'en 1936, à la veille de l'inauguration d'un autre monument, le fameux mémorial interallié, en chantier depuis 1928 et que la Fédération interalliée des anciens combattants avait voulu voir symboliquement construit à Liège.

Liège, avant 1914, était certes déjà une ville francophile mais l'Allemagne y comptait aussi des relais et des admirateurs (Balace). Les relations économiques et commerciales étaient florissantes et une connaissance de la langue allemande était perçue comme un véritable atout pour les futurs décideurs et entrepreneurs. L'influence allemande se répandait par les activités du *Schillerverein* ou par la multiplication des brasseries et tavernes d'inspiration germanique. Bref, sans être germanophile, Liège se voulait un pont entre latinité et germanité.

L'invasion du 4 août 1914 et les massacres de civils réduisent à néant tout sentiment de proximité culturelle et, après quatre ans d'occupation, la Cité ardente s'ancre pour de nombreuses années dans une farouche germanophobie. L'Allemand est affublé de sobriquets

dégradants, comparé aux animaux les plus vils (chacal, porc, pou...), et, durant de longues années, des ligues antigermaniques très actives continueront à appeler au boycott des produits allemands. Par ailleurs, c'est en 1929 seulement que l'ULg accueillera de nouveau des professeurs et des étudiants allemands.

En retour, la francophilie se fait débordante, même si les relations officielles entre les deux pays sont parfois compliquées. A Liège, les déclarations d'amour à la France se multiplient et la supériorité de la *race latine* sur la *barbarie germanique* devient un article de foi. Depuis le 7 août 1914, privilège rare, la Ville de Liège est titulaire de la Croix de la Légion d'honneur pour la résistance de ses forts. Le 24 juillet 1919, une imposante délégation française, emmenée par le Président de la République Raymond Poincaré, est à Liège pour la remise solennelle. Dès la descente du train, place des Guillemins, la Marseillaise retentit et l'assistance, nombreuse, laisse éclater son enthousiasme. Le cortège fendra la foule jusqu'à la place Saint-Lambert.

Cette francophilie de Liège se traduit également par l'habitude de célébrer le 14 juillet avec la colonie française. Ce sont surtout dans les premières années, 1920 à 1925, que la population liégeoise, notamment les enfants des écoles, est au rendez-vous pour fleurir les tombes des soldats français au cimetière de Robermont. La France et les Français sont omniprésents à Liège dans l'entre-deux-guerres : les cérémonies et les réceptions franco-belges, aux discours souvent convenus, sont très fréquentes et les sociétés de conférences, telles les Amitiés françaises ou l'Association internationale pour la culture et l'extension de la langue française, contribuent à diffuser la pensée et les arts français.

Telle est donc l'atmosphère particulière dans laquelle Liège traverse les premières années d'après-guerre. Penchons-nous maintenant sur la politique locale. Historiquement, Liège, comme beaucoup de grandes villes, a été dominée par le parti libéral. Le bourgmestre est de cette tendance sans discontinuer de 1830 à 1940. Il doit composer avec les catholiques mais aussi, depuis l'élargissement du droit de suffrage en 1895, avec les socialistes. A la veille de la guerre, ceux-ci font partie de la majorité communale et c'est un socialiste, Valère Hénault qui, à la fin du conflit, fait fonction de bourgmestre, le libéral Gustave Kleyer étant frappé de cécité. Les premières élections communales de l'après-guerre se tiennent le 24 avril 1921. Un an plus tôt, une loi avait établi, au niveau communal, le suffrage universel pur et simple masculin et féminin dès 21 ans. Les rapports de force s'en trouvent bouleversés.

Disons immédiatement que l'irruption des femmes dans la vie politique liégeoise sera discrète et progressive. Si elles ne sont électrices qu'au niveau communal, elles sont partout éligibles. Deux sont élues conseillères provinciales en 1921 (dont Elise Gérard, épouse de Léon Troclet)

mais une seule, catholique, est conseillère communale (M^{elle} Guérette). Elle sera plus tard rejointe par quelques socialistes, même si le POB n'était pas partisan du suffrage féminin. Parmi elles, citons Lucie Dejardin, ouvrière, résistante (Dame Blanche), syndicaliste, qui sera aussi députée de 1929 à 1936. Dans les années trente, le parti communiste et Rex auront également une conseillère communale mais jamais le parti libéral.

Au scrutin de 1921, le Parti ouvrier belge arrive en tête avec 38%, suivi des catholiques à 31% et des libéraux à 29. Les socialistes exigent à la fois la parité au Collège et le maïorat, ce qui paraît impensable aux libéraux qui plaident pour une tripartite. Les socialistes choisissent alors l'opposition, marquant surtout ainsi leur rejet du nouveau bourgmestre, Emile Digneffe, un libéral très conservateur, patron des usines de la Vieille Montagne et très cassant dans ses rapports avec les syndicats. Au Collège, le parti libéral gère entre autres l'Instruction publique et les Finances, deux échevinats qu'il ne lâchera pas dans les mandatures suivantes.

Aux élections de 1926, les électeurs semblent faire payer aux libéraux la situation financière de la Ville, grevée d'un important déficit : ils reculent de 6% et deux sièges, tout comme les socialistes qui voient apparaître sur leur gauche le parti communiste. Les catholiques s'emparent du titre de premier parti liégeois avec un gain de 2 sièges qui les place à égalité avec le POB. La bipartite entre catholiques et libéraux est reconduite avec un nouveau bourgmestre, Xavier Neujean, fils d'un ancien député et ministre d'Etat, lui-même parlementaire depuis 1912 et ancien ministre des chemins de fer et PTT (20-25).

Les socialistes peuvent se consoler au niveau provincial, où ils détiennent la majorité absolue, certes en délitement, jusqu'en 1932 et gouvernement donc seul. En 1927 et pour la première fois en Belgique, le gouverneur de la Province est également socialiste. Il s'agit du Verviétois Louis Pirard. Les journaux conservateurs se méfient, telle la catholique *Gazette de Liège* qui s'insurge « que le mandataire d'un parti révolutionnaire et antimonarchiste puisse être le représentant direct et permanent du Roi, le défenseur de l'ordre, le gardien de la légalité ». Mais Pirard revêtra sans peine l'habit de gouverneur, tout comme son successeur direct, socialiste également, l'avocat nivellois Jules Mathieu, en poste de 1937 à la guerre.

Durant les années vingt, tant la Ville que la Province sont conduites à mener une politique fortement teintée de préoccupations sociales. L'idée est d'assurer, en parallèle au suffrage universel et à la journée des 8 heures, un meilleur accès de tous au bien-être, à la culture et à l'éducation. L'un des principaux artisans de cette politique est le député permanent socialiste Hubert Debarsy qui œuvre au développement de l'enseignement provincial technique par la création d'écoles à Liège, Waremme, Herstal ou Seraing. C'est aussi l'époque où se

développent les bibliothèques publiques et les activités de loisirs et d'éducation populaires. Il arrive également que des dons privés viennent aider l'action publique : en 1920, la famille d'Oultremont lègue à la Province le château de Wégimont, à Soumagne qui, en 1938, deviendra un centre de vacances, prioritairement destiné aux jeunes campeurs. La Ville, avec l'aide de l'Etat et de la Province, gère en outre un vaste réseau de crèches et assure des consultations pour les nourrissons.

Les autorités publiques sont en effet soucieuses d'améliorer l'hygiène de la population. Elles s'intéressent à la prophylaxie mais s'emploient aussi à améliorer les conditions de vie des ménages. C'est alors que naissent ou se développent d'importantes intercommunales, comme l'Association liégeoise d'Electricité (ALE), née en 1923, qui prend en charge les équipements à haute tension ou comme la Compagnie Intercommunale des Eaux de l'Agglomération Liégeoise et Extensions, la future CILE, qui se voit confier l'acheminement vers les communes liégeoises des eaux captées à Néblon-le-Moulin (Ouffet). Liège et sa périphérie sont desservies en 1930.

Enfin, les autorités publiques s'engagent dans la construction de logements sociaux ou le soutien à la petite propriété, à travers des sociétés comme la Maison liégeoise ou Terre et Foyer. On peut citer les quartiers d'Outremeuse et d'Amercoeur, la rue des Acacias dans le Laveu, la cité-jardin de Naniot et la cité Seeliger ou encore l'ensemble social Reine Elisabeth au quai des Ardennes. De nouvelles écoles communales sont aussi construites, à Naniot ou à Saint-Gilles (Bensberg).

Liège est une ville fluviale. Si, à beaucoup d'égards, la Meuse est un bienfait, elle est aussi une source potentielle de danger. En 1905, le gouvernement avait promis à Liège de financer partiellement des travaux d'endiguement du fleuve en aval. Dès 1922, la Ville lui rappelle cette promesse et entend la lier à l'organisation d'une nouvelle exposition. Mais il semble difficile de s'accorder sur une date. Pourtant, dans la nuit du 31 décembre 1925 au 1^{er} janvier 1926, un événement dramatique va accélérer les choses. Sous l'effet de fortes pluies et de la fonte des neiges accumulées, la Meuse brise ses digues et s'engouffre dans les rues de Seraing, de Herstal mais aussi du centre de Liège en y causant de très importants dégâts. A Seraing, l'usine Cockerill est submergée, l'eau étant montée de plus de 3m ! A Liège, il y a plus de 65 cm d'eau sur la place du XX Août ou devant la Cathédrale, comme en attestent des plaques témoins. On parle alors de crue séculaire et chacun comprend qu'il faut agir. La Meuse et la Dérivation sont canalisées par la création de digues en pierre, 42 stations de pompage sont construites, de 1931

à 1938, le long de la Meuse, de Seraing à Herstal. Elles seront gérées par l'Association intercommunale pour le démergement et l'épuration (AIDE), créée en 1928.

Dans le même temps, l'exposition internationale prévue pour le Centenaire de la Belgique est attribuée à Liège et à Anvers. Bruxelles accepte un report de sa propre exposition en 1935. C'est une solution de compromis, critiquée par ceux qui redoutent, non sans raison, de donner de la Belgique une image de division et de compromettre la réussite des deux entreprises : à Anvers, la mer et les colonies ; à Liège, les sciences et l'industrie mais aussi les arts anciens wallons. L'exposition liégeoise se tient dans trois secteurs : l'actuelle plaine de Droixhe, rive droite, pour les palais thématiques et nationaux (métallurgie, mécanique, électricité, sucres, armes) ; en face, rive gauche, à l'emplacement des actuelles halles des Foires, pour les attractions et, au sud, à la Boverie, pour le Palais des fêtes de la Ville et le Palais de l'enseignement. Avec 7 millions de visiteurs contre 8 en 1905 et 12 attendus, cette exposition, qui a connu certains retards et ennuis techniques, n'a pas pleinement séduit. Sans doute le thème n'était-il pas assez fédérateur. La perte financière totale s'élève à 5 millions de francs.

Mais, pour Liège, l'exposition a surtout été l'occasion de mener de grands travaux, pour la première fois depuis 15 ans. On reconstruit le pont des Arches et le pont Maghin, on élargit le pont d'Amercoeur, on crée le pont de Renory, on rénove les gares du Palais et des Guillemins, on construit l'aérogare d'Ans (qui sera désaffecté dès 1935, victime de pertes financières et de mouvements de sol en terrain minier). Mais, bien sûr, c'est du côté de Bressoux que le changement est le plus visible avec la création du pont de Coronmeuse (Atlas V) vers la nouvelle gare de Bressoux, du pont-barrage de Monsin et, bien évidemment, avec le début des travaux du fameux Canal Albert, une entreprise qui allait mobiliser durant 10 ans près de 12.000 ouvriers pour relier la Meuse à l'Escaut en territoire belge (les Hollandais ayant rejeté, en 1925, l'hypothèse d'une rénovation, à frais partagés, des anciens canaux via Maastricht et Bois-le-Duc). Enfin, c'est dans le cadre de l'exposition de 1930 que des concours sont lancés pour construire l'église Saint-Vincent de Fétille dans le style néo-byzantin et un nouveau quartier d'habitations sociales au Thier-à-Liège, le quartier du Tribouillet.

Mais, Liège en 1930 est une ville active et dynamique au-delà même de l'exposition et des industries qu'elle met en valeur. En matière de sport, qu'il suffise de rappeler les différents clubs de football qui font vibrer la population : le Standard, le Football club liégeois mais aussi Tilleur, Bressoux, Fléron, Montegnée, l'US Liège à Saint-Nicolas, le FC Serésien, ou l'AS herstaliennne. Liège aime les héros sportifs et, dans l'entre-deux-guerres, elle honore ainsi un lutteur d'Outremeuse, Henri Herd dit Constant le Marin, qui a participé à l'équipée des auto-

canons-mitrailleuses belges en Russie durant la Première Guerre mondiale (et qui a depuis peu son géant).

A Liège, il ne se publie pas moins de 5 journaux quotidiens de diverses tendances politiques (*La Meuse, La GL, l'Express, le JLG, la Wallonie*) auxquels on peut ajouter une édition liégeoise de *LLB*, le *National Liégeois*. Mais paraissent aussi des hebdomadaires, comme le satirique et sulfureux *Nanesse*, et des revues, comme *Les Cahiers mosains* ou *La vie wallonne*. La Ville compte également plusieurs théâtres, dont le Théâtre royal où se jouent opéras, ballets et opérettes, le Gymnase ou les théâtres wallons du Trianon et du Trocadéro. Ce dernier, incendié en 1926, dut être reconstruit. Dans les années 30, de nombreux cinémas jalonnent la cité et ses divers quartiers, dont certains comme le Coliseum devenu Crosly ou le Pathé-Palace devenu Cinéac, se spécialisent dans les actualités filmées. La plupart des salles passent les bandes américaines à succès mais certaines, comme le Balzac, sont des cinémas d'art et d'essai et d'autres, comme le Marivaux (anciennement Liège Ciné, en Vinâve d'Île), privilégient le cinéma français. Certains cinémas sont aussi des music-halls, comme l'Elysée-Palace rue Cathédrale, le Liège-Palace au Pont d'Avroy et, dans la même rue, une nouvelle salle inaugurée en 1922, celle du Forum.

Liège est encore une ville d'art avec ses musées et ses galeries. Pour l'entre-deux-guerres, je pointerai les véritables débuts du Musée de la Vie wallonne qui, lancé en 1913, n'ouvrira ses premières salles au public qu'en 1930 dans les dépendances du musée Curtius. En 1931, il se dote d'un théâtre de marionnettes liégeoises. Mais l'art, c'est aussi l'action de sociétés et de mécènes. A Liège, la Société royale des Beaux-Arts, héritière de l'Emulation, fête ses 100 ans en 1933 et, grâce à son mécène, l'industriel Ernest Van Zuylen, organise, à cette occasion, une grande exposition sur l'« état présent des arts plastiques en Belgique » au Palais des Beaux-arts de la Boverie.

Enfin, Liège est une ville universitaire. Dans l'entre-deux-guerres, l'ULg ouvre de nouvelles spécialités scientifiques comme la géographie et l'anthropologie ; elle crée aussi un Institut supérieur d'histoire et de littérature orientales en 1922 et un Institut de pédagogie en 1928. Elle ouvre en outre de nouvelles cliniques à Bavière. Mais sa population étudiante est en stagnation par rapport à 1914, notamment en raison d'une diminution importante du nombre d'étudiants étrangers dans les années 1930. Néanmoins, la Faculté technique se trouve à l'étroit dans ses locaux. C'est pourquoi, de 1931 à 1937, un nouveau complexe est construit au Val Benoît, sur le site de l'ancienne abbaye, pour la Chimie, la Métallurgie, la Mécanique et le Génie civil,

grâce à la volonté du recteur Duesberg, de l'administrateur-inspecteur Dehalu et du Professeur de construction métallique Fernand Campus.

L'exposition de 1930, par l'absence de réel engouement populaire et les pertes générées, apparaît comme le signe d'une période plus sombre pour Liège. Le déclin est certes entamé depuis plusieurs années mais il était masqué par le rebond intervenu après la dévaluation de 1926. Le krach boursier de Wall Street met un terme à l'illusion et fait sentir ses effets en Belgique particulièrement à partir du second semestre 1931. La valeur des actions cotées en bourse diminue de 75% en quelques mois. Les exportations sont freinées par la hausse des tarifs douaniers et l'établissement de contingentements. Des mesures de déflation sont prises qui compriment le budget de l'Etat, réduisent salaires et allocations. Le chômage devient massif en 1932 et 1933, et le secours apporté aux chômeurs pèse non seulement sur le budget de l'Etat mais aussi sur celui des communes. A Liège, les charges pour la ville et l'assistance publique sont multipliées par 40 en 3 ans et creusent la dette. En 1934, le budget communal est déficitaire de 8 millions, avec en outre un emprunt de 50 millions nets sur l'extraordinaire. En 1940, le mali du budget ordinaire représentera plus de 80 millions de francs.

Les grands secteurs économiques liégeois sont touchés de plein fouet par la crise et voient leur part de l'emploi national entamer son inexorable diminution. Dans la métallurgie, qui employait, en 1930, 40% des actifs dans la région, la perte est de 15% en moyenne mais de 40% dans la sidérurgie et de 50% dans les laminoirs. Pour autant, Cockerill, Ougrée-Marihaye et Espérance-Longdoz résisteront à la crise, comme la Société des Tubes de la Meuse ou encore Phenix Works, moyennant dans ce cas un conflit social de plusieurs semaines en 1934-1935. En revanche, confronté à la concurrence des chaînes de montage américaines, le département « automobiles » de la FN ferme en 1935, l'année où s'amorce la reprise, consécutive notamment à la dévaluation opérée par le gouvernement Van Zeeland. La crise signe aussi la disparition de plusieurs banques locales comme la Banque populaire de Liège ou la Caisse liégeoise. Dans le secteur minier, vieillissant, en surproduction et soumis à forte concurrence, la crise est antérieure à 1931. Dès la seconde moitié des années 20, on a entamé une rationalisation et un recentrage sur les sièges rentables et mécanisés, avec pertes d'emplois à la clé. La grande crise conduit à une diminution drastique des salaires, certes élevés jusque là, d'environ 35 à 40%.

Les réactions des mineurs sont vives et, à l'été 1932, un mouvement social très dur et échappant au syndicat socialiste comme à la CSC s'exporte du Hainaut vers Liège où il durera dix semaines. Nombre d'autorités, y compris socialistes, redoutent une sorte de complot

communiste. D'importantes mesures répressives sont prises, comme l'arrestation de leaders communistes, dont Julien Lahaut. L'atmosphère est si tendue entre socialistes, qui essaient de récupérer ou de canaliser le mouvement, et communistes que ces derniers assaillent les locaux de la Populaire et du journal *La Wallonie*. Le travail reprend dans les mines à la mi-septembre, non sans amertume.

Quelques semaines plus tard ont lieu les élections communales de 1932, qui sont presque concomitantes d'un scrutin national et donc provincial. Socialistes et libéraux reculent encore alors que les catholiques conservent leur nombre de sièges. Les communistes en grappillent un mais on note surtout l'apparition du Parti national (2 sièges), qui groupe des associations d'anciens combattants et de commerçants autour d'une ligue fascistophile mais germanophobe, la Légion nationale. C'est l'époque où, exemples italien, soviétique et bientôt allemand obligent, les jeunes Liégeois aiment défiler en uniforme et se confronter au camp d'en face : des bagarres, parfois rudes, éclatent, entre jeunesses communistes, jeunes gardes nationalistes et jeunes gardes socialistes, sans parler des milices de défense ouvrière. Quoi qu'il en soit, et dans une atmosphère où la défense de l'école publique est redevenue centrale, libéraux et socialistes choisissent d'unir leurs destinées tant à la Ville qu'à la Province. Léon Troclet prend l'échevinat de la Prévoyance sociale. Quant à Georges Truffaut, échevin des Travaux publics dès 1935 en remplacement de Valère Hénault, il va bientôt se faire un nom.

1936 est une année tournant à différents égards. En mars, Hitler viole les stipulations des traités de Versailles et de Locarno en remilitarisant la Rhénanie, suscitant l'inquiétude des Liégeois, aux premières loges en cas d'invasion. Un peu partout en Europe mais singulièrement en France et en Espagne, l'heure est à la confrontation entre fascistes et antifascistes. Ces derniers se regroupent, avec la bénédiction de Moscou, dans des alliances électorales de front populaire. En Wallonie, le fascisme semble s'incarner dans un nouveau parti, issu d'une dissidence catholique, le rexisme de Léon Degrelle. Les élections nationales et provinciales du printemps sont un séisme politique. Tous les partis traditionnels reculent. A Liège, aux provinciales, le POB perd 9 points et 7 sièges, les catholiques sont laminés avec une perte de 15% de leurs voix. Les libéraux deviennent le 5^e parti de la Province alors que les communistes engrangent 15% et 10 sièges, les Rexistes 22% et 19 sièges. Il est impossible de reconduire la bipartite POB-PL et les socialistes vont alors se tourner vers une coalition inédite, de type front populaire, avec les communistes, suscitant beaucoup d'inquiétudes et d'interrogations. La gestion provinciale sera d'autant plus compliquée qu'au plan national, le POB refusera nettement cette stratégie d'alliance à gauche.

L'année 1936 est marquée par un important mouvement de grève qui, parti des dockers d'Anvers, touche bientôt tout le pays, à l'imitation de la France, pour réclamer les congés payés, la semaine de 40h, des augmentations de salaires et davantage de liberté syndicale. Les grévistes obtiendront gain de cause lors de la première conférence nationale du travail même si les 40h seront limitées aux industries présentant les conditions de travail les plus pénibles (mineurs, dockers, diamantaires). A Liège, le mouvement démarre au charbonnage de la Batterie à Herstal le 8 juin puis se généralise à l'ensemble du secteur minier et gagne la métallurgie, la FN, les services publics, l'industrie électrique, le bâtiment et les transports. Des incidents éclatent, obligeant les autorités à prendre diverses mesures restreignant la circulation et les heures d'ouverture des cafés. Le 24 juin marque la reprise du travail.

En 1938, les dernières élections communales de l'avant-guerre sont disputées. Les Rexistes, bien qu'échaudés par la défaite de Degrelle face au Premier Ministre Van Zeeland lors d'une élection partielle à Bruxelles en avril 1937, escomptent un raz-de-marée. En mars 1938, ils ont ouvert une officine de propagande au coin de la rue Lambert-le-Bègue puis se sont abouchés avec la corporation des bouchers-charcutiers. Ils présentent comme tête de liste le professeur de droit fiscal Victor Gothot mais n'obtiennent au final que 6 sièges pour 15% des voix (soit presque la moitié de leur résultat sur Liège aux législatives de 1936). Comme l'a dit Truffaut, « Liège devait être la citadelle du rexisme, elle a été son Waterloo ». C'est d'autant plus vrai que les 6 conseillers communaux prendront leurs distances avec Degrelle et seront exclus du parti en mars 1940. Néanmoins, les rexistes ont largement mordu sur le parti catholique, qui tombe à 9 sièges au lieu de 14 alors que les libéraux et les socialistes maintiennent leurs positions (7 et 13 sièges). Une reconduction de la bipartite laïque semble possible mais les libéraux refusent l'idée qu'en cas de retrait de Neujean pour raison de santé un socialiste puisse lui succéder. En outre, les finances sont plus que jamais dans le rouge et de grands projets planifiés pour 1939 requièrent une participation de chacun. C'est donc une tripartite qui est initiée.

En réalité, c'est depuis le milieu des années trente que, profitant de la reprise, la Ville de Liège a décidé de lancer de grandes opérations urbanistiques et de grands travaux publics (S. Charlier). L'échevin Georges Truffaut en sera le principal artisan. Parmi ses initiatives, appuyées sur les compétences d'architectes modernistes, il faut évidemment citer la construction d'un nouveau pont du Longdoz et deux bâtiments très ancrés dans l'imaginaire liégeois, les Bains et thermes de la Sauvenière, dus à l'architecte Georges Dedoyard, et le Lycée Léonie de Waha, construit par l'architecte de la Ville Jean Moutschen avec des hauts reliefs

d'Emile Dupont. L'établissement se voulait un modèle du genre et disposait d'une gigantesque salle des fêtes, d'un gymnase, d'une piscine, d'un internat et d'un abri souterrain. Des œuvres d'artistes liégeois (Oscar Berchmans, Scauftaire, Mambour) orneront le lycée. Au même moment, l'initiative privée contribue, elle aussi, à changer le visage de la Ville. On voit apparaître les premiers immeubles à appartements, notamment sur la Place d'Italie ou au Quai de Rome, non sans susciter quelques réactions frileuses... C'est aussi l'époque où le Passage Lemonnier subit une importante rénovation.

Mais Georges Truffaut, tragiquement décédé en Angleterre en 1942, reste surtout célèbre pour avoir été le principal artisan du port autonome de Liège, de l'asbl le Grand Liège et de l'Exposition internationale de l'eau. Le port autonome est évidemment lié aux travaux du Canal Albert. Diplômé des HEC mais également de l'Ecole supérieure de navigation d'Anvers, Truffaut va soutenir les ambitions d'Alexandre Delmer, le secrétaire général du ministère des Travaux publics, au bénéfice de la Ville de Liège en imposant au conseil communal du 16 juillet 1936 la création d'un établissement public autonome qui fut ensuite défendue au niveau gouvernemental par le serésien Joseph Merlot (loi du 27 juin 1937).

C'est également en 1936 que Truffaut et quelques autres Liégeois influents imaginent une grande exposition internationale liée à l'eau, en marge de l'inauguration du canal Albert, exposition capable à la fois de célébrer la maritimisation de Liège et de soutenir la relance économique et urbanistique locale. Pour y intéresser toutes les forces vives liégeoises, Georges Truffaut crée, le 1^{er} février 1937, une asbl appelée le Grand Liège dont il est le premier président et qui réunit plusieurs dizaines de Liégeois actifs dans le monde politique, économique ou culturel avec, pour ambition de « rendre à la Cité le rang auquel lui donnent droit son importance présente et l'éclat qu'elle hérita d'un passé séculaire ». Le 4 juin 1937, une société coopérative est mise sur pied. Le président du Comité exécutif est l'industriel Albert Dewandre, inventeur du servo-frein, mais l'exposition peut aussi compter sur l'engagement du baron et homme d'affaires Paul de Launoit. L'Etat et la Loterie coloniale s'impliquent dans les frais de réalisation de l'exposition. La Ville de Liège, quant à elle, met des terrains à disposition, contribue à la construction du Grand palais des Fêtes (la future patinoire) mais également à certains travaux d'aménagement. Elle en profite aussi pour confier au Groupe d'architectes L'Equerre, dont le patron, Yvon Falise, est architecte en chef de l'exposition, la réalisation d'une crèche et d'une plaine de jeux baptisées Reine Astrid, à Coronmeuse.

L'exposition se tient sur les deux rives de la Meuse, à Coronmeuse et Droixhe, face à l'entrée du Canal Albert. Plus de 50 palais thématiques ou nationaux sont érigés, rassemblant 1200

exposants belges et 1300 étrangers. Les visiteurs – plus d'un million en 10 jours – se rappelleront du téléphérique reliant les deux rives, de la flèche de 60 mètres avec son phare lumineux, de l'impressionnant et martial pavillon allemand, du jet d'eau, du plongeur de Jankélévitch et du « gay village mosan » reproduisant des demeures propres à chaque région du pays wallon. Ils se souviennent aussi que c'est lors de l'inauguration de l'exposition, le 20 mai 1939, qu'ils ont entendu pour la première fois la voix du tout jeune Prince Albert. Plusieurs manifestations sont organisées, dont un cortège nautique lumineux et une revue historique en plein air (le jeu de Liège) puis, le 30 juillet, c'est au tour du Canal Albert et du mémorial Roi Albert qui en marque l'entrée d'être inaugurés. Mais les réjouissances sont malheureusement de courte durée. En août 1939, de lourds nuages s'amoncellent dans le ciel européen, au sens propre comme au sens figuré. Le 31 août, la foudre s'abat sur Liège et deux ponts sautent, ceux d'Ougrée et du Val Benoît, minés en prévision d'un éventuel conflit, faisant 17 morts et des dizaines de blessés. L'Exposition de l'eau ferme temporairement ses portes en signe de deuil (2/9) mais ne les rouvrira jamais.

La guerre éclate en Europe le 1^{er} septembre, mais la Belgique se proclame neutre. A la Province, les députés permanents communistes ayant refusé de condamner le pacte germano-soviétique et l'invasion de la Pologne, les socialistes parlent de « rupture morale » complète au sein de l'exécutif mais les communistes refusent de démissionner. A la Ville, en janvier 1940, il faut s'entendre sur le nom d'un futur bourgmestre, après le décès de Xavier Neujean. Chaque parti à son candidat mais le socialiste pressenti, Georges Truffaut, ne peut être désigné car, en tant qu'officier de réserve, il est mobilisé. Ce sera finalement un autre socialiste, Joseph Bologne qui acceptera la responsabilité.

1939-1940 : la Drôle de guerre. Si la Belgique est officiellement neutre, Liège sait pertinemment d'où viendra le danger. Bien que la politique d'indépendance initiée par le discours royal du 14 octobre 1936 ait été soutenue par la majorité des Belges, y compris liégeois, le mouvement wallon, dont la Cité ardente est incontestablement la capitale, prend fait et cause pour la France et contre la politique de Léopold III. *L'Action Wallonne*, mensuel liégeois dirigé par l'échevin libéral Buisseret, titre : *Paris ou Berlin. La Belgique a choisi Berlin. La Wallonie choisira Paris*. Le dessin qui illustre ces propos fera couler beaucoup d'encre. En 1938, ce sont des manœuvres militaires, *a priori* dirigées contre une potentielle invasion française, qui suscitent l'émoi. À Liège, le bourgmestre Neujean s'insurge publiquement, au grand dam du gouvernement, et fait de la défense de la frontière de l'Est l'un de ses arguments de campagne. Mais d'autres s'engagent plus concrètement. A l'automne 1939,

l'imprimeur Georges Thone organise ainsi, à la demande de Paris, une filière de recrutement d'ouvriers qualifiés liégeois pour l'industrie de guerre française. On estime à 3 ou 4000 ceux qui quittèrent ainsi la Belgique neutre jusqu'en mai 1940. Hervé Hasquin a rappelé que, durant le conflit, Thone avait hésité longuement entre Vichy et Londres mais, pour lui, qu'importait le flacon pourvu qu'on eût l'ivresse française.

Ainsi va la folle course des événements. A Liège, chacun sent confusément qu'on aura à en découdre avec les nazis, ceux-là même dont la politique raciste a provoqué, en Cité ardente, un débat sur l'art et la politique d'achat de la Ville. Je veux bien sûr parler de la fameuse vente de Lucerne qu'une exposition a fait revivre à la Cité Miroir il y a 2 ans. Le 30 juin 1939, les autorités liégeoises font l'acquisition de 9 œuvres d'art qualifiées par les nazis de « dégénéré » en raison de critères esthétiques ou ethniques : Kokoschka, Ensor, Chagall, Marie Laurencin, Gauguin mais aussi *La famille Soler* de Picasso sont achetés lors de la vente Fischer par les échevins libéraux Auguste Buisseret et Olympe Gilbert, accompagnés de Jacques Ochs, directeur de l'Académie des Beaux-Arts.

Mais les Liégeois n'auront guère le temps de les admirer... Le 10 mai 1940, les Allemands envahissent la Belgique et neutralisent le fort d'Eben-Emael, supposé imprenable. Le Canal Albert, ligne de défense, ne tient pas. Deux ponts non détruits permettent aux blindés allemands de se rabattre sur Liège où ils s'installent le soir du 11. L'occupation a commencé.